

*Impôt sur le revenu—Loi*

dans cette enceinte. Cette réforme a suscité de vives inquiétudes. Le Comité des finances a, à lui seul, reçu plus de 400 lettres et mémoires et entendu de multiples témoins de tous les coins du pays et de toutes les couches de la société. Qu'est-ce que ces Canadiens sont venus dire au Comité des finances et des questions économiques et aux parlementaires? Essentiellement, c'est qu'ils n'aiment pas la réforme fiscale; les familles ne l'aiment pas, les contribuables à revenu moyen ne l'aiment pas, les entreprises de recherche et de développement ne l'aiment pas, les régions minières sont désenchantées, les assureurs, les travailleurs autonomes et les cultivateurs sont venus nous expliquer leur mécontentement face à cette législation.

Dans ce sens, le ministre des Finances (M. Wilson) peut se vanter d'avoir fait l'unanimité contre son projet de loi, parce que tous sont d'accord pour dire qu'il est inacceptable. Plus particulièrement, les Canadiens sont venus dire au Comité des finances et des questions économiques:

Premièrement, que la réforme fiscale n'est en fait qu'un écran de fumée puisqu'elle cherche à faire oublier quatre années de hausses massives de taxes et d'impôts.

Deuxièmement, ces gens sont venus dire au Comité que cette réforme est incomplète, puisqu'elle reporte jusqu'après les élections la partie la plus importante, soit la réforme de la taxe de vente.

Troisièmement, les gens sont venus nous dire que cette réforme ne simplifie aucunement le régime fiscal et qu'à plusieurs égards elle le rend plus complexe.

Quatrièmement, les Canadiens sont venus nous dire que cette réforme n'améliore en rien la progressivité, l'équité et la justice du régime fiscal pour les particuliers.

Cinquièmement, que cette réforme frappe durement les contribuables à revenu moyen.

Sixièmement, que cette réforme est totalement injuste pour les familles.

Septièmement, qu'elle décourage la formation du capital.

Huitièmement, qu'elle réduit la compétitivité des entreprises, notamment celles du secteur manufacturier, de la recherche et du développement.

Et, neuvièmement, que cette réforme rend la vie plus difficile aux travailleurs autonomes.

Mais, avant d'aborder plus en détail cette réforme, monsieur le Président, permettez-moi d'expliquer les grands principes qui auraient dû guider la réforme du ministre des Finances.

*[Traduction]*

La réforme du Ministre vise à supprimer les stimulants fiscaux et à abaisser les taux d'imposition. Cet objectif général, si je puis m'exprimer ainsi, va dans le sens contraire de la position que défendait le Ministre lorsqu'il est entré en fonction et dans ses trois premiers budgets. Vous vous souviendrez sans doute que dans les budgets précédents, le ministre des Finances (M. Wilson) avait annoncé des stimulants fiscaux très coûteux comme l'exemption pour gains en capital, et qu'il avait à maintes reprises augmenté le fardeau fiscal des contribuables, principalement en désindexant partiellement le régime fiscal et en imposant des surtaxes. Le Ministre reconnaît maintenant qu'il était dans l'erreur et s'est repenti, du moins sur ces questions. C'est un revirement de la dernière heure, mais je ne pense pas

que les Canadiens seront dupes. L'imminence des élections n'est sûrement pas étrangère.

Dans les divers jeux politiques que joue le ministre des Finances, celui-ci oublie complètement de tenir compte de l'objectif clé de la réforme fiscale, c'est-à-dire offrir un régime fiscal qui soit équitable et juste, et qui permette de redistribuer les sommes recueillies. Il faut chercher à atteindre les objectifs d'équité et de justice sans pour autant dissuader les petits et les gros contribuables de travailler.

De toute évidence, cette réforme n'a amélioré en aucune façon la progressivité du régime fiscal. C'est ce qui ressort d'au moins trois études selon lesquelles ce sont les Canadiens à revenu moyen qui sont les plus durement touchés par cette réforme. Ces études ont été faites par l'Institut de recherches politiques, le Comité sénatorial de la réforme fiscale et la société Thorne Erst Whinney. En d'autres mots, il s'agit pas d'une véritable réforme fiscale puisqu'elle néglige d'instituer ce que les Canadiens considèrent comme le plus important, l'équité.

• (1130)

En ce qui concerne le rôle des stimulants dans notre économie, nous, du Parti libéral, sommes en faveur, de façon générale, de leur réduction. Nous sommes également en faveur de l'utilisation de cette nouvelle marge de manoeuvre pour réduire les taux d'imposition. Les encouragements fiscaux, lorsqu'ils sont empilés à l'aveuglette les uns sur les autres, peuvent constituer—je dis bien «peuvent»—un moyen artificiel d'encourager un genre d'activité économique. Ils peuvent également entraîner une distorsion du caractère progressif du régime fiscal et cacher le coût réel de ces programmes.

Il faut toutefois faire contrepoids à ce principe général à l'aide d'autres politiques de l'État. Par exemple, si l'exploration minière subit une baisse, ou si la recherche-développement au Canada est en retard sur celle d'autres pays, le gouvernement peut légitimement recourir aux encouragements fiscaux par opposition à d'autres incitatifs comme les subventions directes. Les encouragements fiscaux ont tendance à réduire le rôle de l'Administration de même que sa manie de faire des choix arbitraires.

Pragmatiques comme toujours, les Libéraux estiment que les gouvernements devraient, dans certaines circonstances, se servir des encouragements fiscaux pour inverser une tendance économique à court terme ou pour résoudre des problèmes structurels afin qu'à long terme les ressources soient mieux distribuées ou que l'activité économique soit répartie d'une façon plus équitable entre les régions et les secteurs.

Il ne faut pas prendre à la légère les énormes défis auxquels fait face l'économie canadienne si l'on veut que celle-ci croisse à un rythme suffisant pour satisfaire les besoins des contribuables canadiens en matière d'emplois et de salaires. Nous ne devrions pas sous-estimer les faiblesses structurelles de notre économie. Il ne fait guère de doute, dans un contexte économique où les pays riches doivent être à la fine pointe dans les secteurs industriels fondés sur la recherche—le développement, qu'une stratégie basée uniquement sur le marché libre ou les entreprises étrangères est vouée à l'échec.